

veulent combattre de ceux qui ne le veulent pas ; de pousser en avant ceux qui oscillent ; enfin de compromettre les dirigeants capitulards aux yeux des ouvriers et ainsi de fortifier la combativité de ces derniers.

Combien de temps a-t-on perdu : inutilement, sottement, honteusement ? Combien pouvaient être atteints rien que dans ces deux dernières années ? N'était-il pas complètement clair par avance que le capital monopolisateur et son armée fasciste pousseraient la social-démocratie, par le poing et la matraque, sur la voie de l'opposition et de l'autodéfense ? On aurait dû développer

cette perspective devant l'ensemble de la classe ouvrière, prendre sur soi l'initiative du front unique et, à chaque nouvelle étape, maintenir fermement cette initiative. On n'aurait dû ni crier ni hurler. On pouvait posément mener un jeu ouvert. Il aurait suffi de formuler clairement et précisément l'inévitabilité de chaque pas prochain de l'ennemi et d'établir un programme de front unique, sans exagération ni surenchère, mais aussi sans faiblesse ni concession. Combien naut se tiendrait maintenant le P. C. s'il s'était approprié l'abc de la politique léniniste et s'il l'avait appliqué avec la persévérance nécessaire !

IV.— 21 fautes de Thaelmann

Au milieu du mois de juillet parut une brochure contenant les réponses de Thaelmann à 21 questions posées par des ouvriers social-démocrates sur la façon de créer le « front unique rouge ». La brochure commence par ces mots : « *Le front unique antifasciste s'élance puissamment en avant !* » Le 20 juillet, le P. C. appela les ouvriers à la grève politique. L'appel ne trouva aucun écho. Ainsi se manifesta en l'espace de cinq jours le tragique abîme entre les palabres bureaucratiques et la réalité politique.

Le Parti obtint 5,3 millions de voix aux élections du 31 juillet. En célébrant ce résultat comme une victoire puissante, le Parti montra comment les défaites avaient rabattu ses prétentions et ses espérances. Au premier tour des élections présidentielles, le 13 mars, le Parti obtint près de 5 millions de voix. Au cours de quatre mois et demi — et quels mois ! — on n'a donc gagné que trois cent mille voix. En mars, la presse communiste répéta des centaines de fois que le nombre des voix eut été incomparablement plus grand s'il s'était agi d'élections pour le Reichstag : aux élections présidentielles, des centaines de milliers de sympathisants estiment superflu de perdre du temps pour une démonstration « platonique ». Si ce commentaire de mars est pris en considération — et il mérite de l'être — il s'avère que le Parti n'a presque pas grandi dans les derniers quatre mois et demi.

En avril, la social-démocratie a élu Hindenburg qui, ensuite, exécuta un coup d'Etat directement dirigé contre elle. On aurait pu penser que ce seul fait eut dû suffire pour ébranler jusque dans ses fondations l'édifice du réformisme. A cela s'ajoute l'aggravation nouvelle de la crise avec ses conséquences effroyables. Enfin, le 20 juillet, onze jours avant les élections, la social-démocratie s'est piteusement retirée la queue basse devant le coup d'Etat du président du Reich élu par elle. Dans de telles périodes, des partis révolutionnaires croissent fiévreusement. Quoi que puis-

se entreprendre la social-démocratie, elle doit repousser d'elle vers la gauche les ouvriers. Mais au lieu d'avancer avec des bottes de sept lieues, le communisme piétine, il oscille, il regresse et, après avoir fait un pas en avant, il recule d'un demi pas. Crier victoire seulement parce que le P. C. n'a pas perdu de voix le 31 juillet, cela signifie perdre définitivement le sens de la réalité.

Pour comprendre pourquoi et comment le parti révolutionnaire, dans des conditions politiques exceptionnellement favorables, se condamne lui-même à l'impuissance la plus humiliante, il faut lire les réponses de Thaelmann aux ouvriers social-démocrates. C'est une tâche pénible et désagréable, mais elle peut expliquer ce qui se passe dans la tête des dirigeants staliniens.

A la question : « Comment les communistes apprécient-ils le caractère du gouvernement Papen ? » Thaelmann donne plusieurs réponses qui se contredisent l'une l'autre. Il commence par avertir du « danger de l'établissement immédiat de la dictature fasciste ». Donc celle-ci n'existe pas encore ? Il parle tout à fait justement des membres du gouvernement comme les « représentants des capitalistes des truts, des généraux et des junkers ». Une minute après, il dit au sujet du même gouvernement : « ce cabinet fasciste » et conclut sa réponse par l'affirmation que « le gouvernement Papen... s'est donné comme but l'établissement immédiat de la dictature fasciste ».

En ignorant les différences sociales et politiques entre le *bonapartisme*, c'est-à-dire la trêve politique reposant sur la dictature militaire-policière, et le *fascisme*, c'est-à-dire le régime de la guerre civile ouverte contre le prolétariat, Thaelmann se prive par avance de la possibilité de comprendre ce qui se passe sous ses yeux. Si le cabinet Papen est un cabinet fasciste, de quel « danger » fasciste est-il question ? Si les ouvriers croient avec Thaelmann que Papen s'est posé comme but : l'établissement de

la dictature fasciste, alors le conflit probable entre Hitler et Papen-Schleicher sur prendra le Parti comme en son temps le conflit entre Papen et Otto Braun (1).

A la question « le P. C. allemand pense-t-il sincèrement au front unique ? » Thaelmann répond évidemment par l'affirmative, et invoque comme preuve que les communistes n'entreprennent aucune démarche chez Hindenburg et Papen. « Non, nous posons la question de la lutte, et notamment contre le système en entier, contre le capitalisme. En cela réside la substance de la *sincérité* de notre front unique ».

Thaelmann ne saisit manifestement pas de quoi il est question. Les ouvriers social-démocrates demeurent précisément des social-démocrates parce qu'ils croient toujours encore à la voie graduelle réformiste de transformation du capitalisme en socialisme. Sachant que les communistes sont pour le renversement révolutionnaire du capitalisme, les ouvriers social-démocrates demandent : « Nous proposons-vous sincèrement le front unique ? » Là-dessus, Thaelmann réplique : bien sûr, sincèrement, car il s'agit pour nous de renverser tout le système capitaliste.

Il va de soi que nous ne songeons pas à cacher quoi que ce soit aux ouvriers social-démocrates. Mais on doit en tout observer la mesure des choses et respecter les proportions politiques. Chaque propagandiste habile eut répondu de la manière suivante : « Vous misez sur la démocratie, nous croyons que l'issue réside seulement dans la révolution. Mais nous ne pouvons et nous ne voulons pas faire la révolution sans vous. Hitler est maintenant l'ennemi commun. Après l'avoir vaincu, nous dresserons le bilan en commun avec vous, et nous verrons où mène réellement la continuation du chemin ».

Les auditeurs, si singulier que cela puisse paraître à première vue, ne se comportent pas seulement avec indulgence envers l'orateur, mais ils l'approuvent à diverses reprises. Le secret de cette indulgence réside en ceci que les interlocuteurs de Thaelmann non seulement appartiennent à « l'Action Antifasciste » mais aussi qu'ils invitent à voter pour le P. C. Il s'agit d'*anciens* social-démocrates qui sont passés du côté du communisme. De telles recrues ne peuvent être que saluées. Mais l'imposture de toute l'affaire consiste en ce qu'un entretien avec des ouvriers qui ont rompu avec la social-démocratie est présenté comme un entretien avec la masse social-démocrate. Cette mascarade à bon marché est extrêmement caractéristique de toute la politique présente de Thaelmann et Cie !

Quoi qu'il en soit, les anciens social-démocrates posent des questions qui remuent

(1) Ceci fut écrit au commencement du mois d'août, avant les tractations entre Hindenburg-Papen et Hitler.

Et avant que se déclare le conflit actuel entre Papen et Hitler. N. R.

réellement la masse social-démocrate. « L'Action Antifasciste est-elle une boutique annexe du P. C. ? » demandent-ils. Thaelmann répond : « Non ! » La preuve ? L'Action Antifasciste « n'est pas une organisation mais un mouvement de masses ». Comme si ce n'était pas précisément la tâche du P. C. d'organiser le mouvement des masses. Meilleur encore est le second argument : l'Action Antifasciste est au-dessus des partis car (1) elle se dresse contre l'Etat capitaliste : « Déjà Karl Marx, dans l'étude sur les enseignements de la Commune de Paris, a posé au premier plan en pleine netteté comme tâche de la classe ouvrière la question de destruction de l'appareil d'Etat ». O, citation malheureuse ! Mais les social-démocrates veulent, en dépit de Marx, perfectionner l'Etat bourgeois, non le détruire. Ce ne sont pas des communistes, mais des réformistes. Malgré ses intentions, Thaelmann prouve précisément ce qu'il veut réfuter, le caractère d'annexe du Parti de « l'Action Antifasciste. »

Le dirigeant officiel du P. C. ne comprend manifestement ni l'état ni la psychologie politique des ouvriers social-démocrates. Il ne comprend pas à quoi sert le front unique. Par chacune de ses phrases, il fournit des armes aux dirigeants réformistes et pousse vers aux les ouvriers social-démocrates.

L'impossibilité d'un pas quelconque en commun avec la social-démocratie est montrée par Thaelmann de la manière suivante : « Ensuite, nous (?) devons reconnaître clairement que la social-démocratie, même quand elle fait aujourd'hui une opposition apparente, ne renoncera à *aucun moment* à ses pensées particulières de coalition et à ses tractations avec la bourgeoisie fasciste. Même s'il en était ainsi, la tâche ouvriers social-démocrates par l'expérience. Il n'en est pas ainsi en réalité. Si toutefois les dirigeants social-démocrates ne veulent pas renoncer aux tractations avec la bourgeoisie, la bourgeoisie fasciste renoncera aux tractations avec la social-démocratie. Et ce fait peut devenir déterminant pour le sort de la social-démocratie. Au passage du pouvoir de Papen à Hitler, la bourgeoisie n'épargnera en aucune manière la social-démocratie. La guerre civile a ses lois. La domination de la terreur fasciste ne pourra que signifier la liquidation de la social-démocratie. Mussolini a précisément commencé ainsi pour pouvoir battre plus librement les ouvriers révolutionnaires. En tout cas, le « social-fasciste » tient précieusement à sa peau. La politique communiste du front unique doit à présent s'appuyer sur le souci qu'a la social-démocratie de sa propre peau. Ce sera la politique la plus réaliste et en même temps la plus révolutionnaire dans ses conséquences.

Mais la social-démocratie ne se sépare « à aucun moment » de la bourgeoisie fasciste (quoique Matteotti se soit « séparé » de Mussolini). Les ouvriers social-démocrates qui veulent prendre part à l'action